

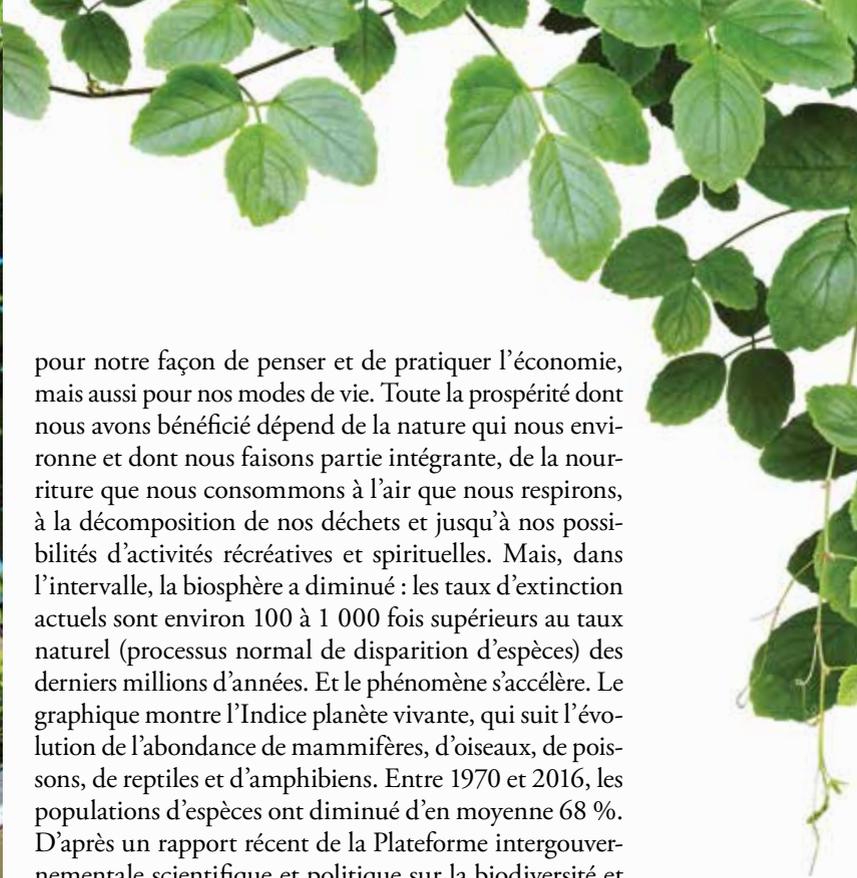
Forêt verticale (Bosco Verticale) :  
l'innovation que représente le  
gratte-ciel végétalisé conçu par  
Boeri Studio est un symbole  
de l'engagement pour une  
économie durable.



# *L'économie dans le respect de la nature*

Mieux gérer la nature est bon pour l'économie

**Partha Dasgupta**



**L**es 70 dernières années sont une réussite exemplaire à plus d'un égard. En moyenne, nous sommes en meilleure santé, nous vivons plus longtemps, et nous gagnons plus que nos prédécesseurs. Le pourcentage de la population mondiale vivant sous le seuil de pauvreté absolue a chuté de façon spectaculaire. Compte tenu des progrès de la technologie, de la science moderne et de la production alimentaire, on nous pardonnera peut-être de penser que l'humanité ne s'est jamais aussi bien portée. Le PIB mondial a prodigieusement augmenté depuis les années 50 (voir graphique), et la production économique mondiale a été multipliée par 15.

Ces avancées masquent toutefois une réalité simple, dont les conséquences sont considérables non seulement

pour notre façon de penser et de pratiquer l'économie, mais aussi pour nos modes de vie. Toute la prospérité dont nous avons bénéficié dépend de la nature qui nous environne et dont nous faisons partie intégrante, de la nourriture que nous consommons à l'air que nous respirons, à la décomposition de nos déchets et jusqu'à nos possibilités d'activités récréatives et spirituelles. Mais, dans l'intervalle, la biosphère a diminué : les taux d'extinction actuels sont environ 100 à 1 000 fois supérieurs au taux naturel (processus normal de disparition d'espèces) des derniers millions d'années. Et le phénomène s'accélère. Le graphique montre l'Indice planète vivante, qui suit l'évolution de l'abondance de mammifères, d'oiseaux, de poissons, de reptiles et d'amphibiens. Entre 1970 et 2016, les populations d'espèces ont diminué d'en moyenne 68 %. D'après un rapport récent de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), 14 des 18 services écosystémiques évalués étaient en déclin.

Nous puisons dans le patrimoine naturel, entre autres en extrayant des ressources naturelles, en épuisant les nutriments contenus dans les sols et en vidant les stocks halieutiques, et nous nous servons de la nature comme d'une poubelle pour nos déchets, en brûlant des combustibles fossiles par exemple, ce qui se traduit notamment par une grave dégradation de la biosphère ; certains écosystèmes, tels que les récifs coralliens, sont sur le point de disparaître.

Certains événements peuvent nous amener à réfléchir un peu. La pandémie de COVID-19 en a incité plus d'un à s'interroger sur la durabilité de notre relation avec la nature, dans la mesure où le commerce illégal d'espèces sauvages, le changement d'affectation des terres et la perte d'habitats sont des facteurs essentiels d'apparition de maladies infectieuses.

### Offre et demande

J'ai publié cette année une étude intitulée *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review*, que le Trésor britannique m'avait commandée. Mon but était de montrer de quelle manière l'économie avait négligé la nature. En combinant ce que les sciences de la terre et l'écologie nous ont appris sur la biosphère, cette revue établit un cadre pour l'intégration de la nature à notre réflexion économique et sert de guide pour les changements à venir, qui prendront la forme de trois grandes transitions interconnectées.

La première transition doit garantir que nous n'exigeons pas de la nature plus que ce qu'elle peut offrir. Depuis plusieurs décennies, ce que nous demandons à la nature (autrement dit notre « empreinte écologique ») dépasse



## **Prendre en compte le patrimoine naturel n'est évidemment pas suffisant. Nous devons investir dans la nature.**

de beaucoup sa capacité à satisfaire durablement de telles demandes. De ce fait, la biosphère se dégrade à une vitesse alarmante.

Cette demande toujours excessive compromet la prospérité des générations actuelles et futures et engendre des risques non négligeables pour nos économies et notre bien-être. Les innovations technologiques, comme celles qui visent à assurer une production alimentaire durable, ont un rôle important à jouer pour éviter que nous ne demandions à la nature plus que ce qu'elle peut donner.

Mais, pour éviter cet écueil tout en couvrant les besoins de la population humaine, nous devons restructurer radicalement les modèles de consommation et de production. Des politiques qui modifieront les prix et les normes comportementales, par exemple en harmonisant les objectifs environnementaux d'un bout à l'autre des chaînes d'approvisionnement et en imposant des normes de réutilisation, de recyclage et de partage, peuvent accélérer les efforts visant à rompre les liens entre l'environnement naturel et des formes de consommation et de production dommageables.

L'accroissement démographique a des répercussions notables sur la pression que nous exerçons sur la nature, y compris sur les futurs modèles de consommation mondiale. Le soutien aux programmes locaux de planification familiale peut faire évoluer les préférences et les comportements et accélérer la transition démographique, tout comme l'amélioration de l'accès des femmes aux financements, à l'information et à l'instruction.

### **Richesse inclusive**

La deuxième transition consiste, entre autres, à mesurer différemment la réussite économique. Pour ce faire, il est indispensable de repenser nos instruments de mesure. Le PIB demeure essentiel pour les analyses macroéconomiques à court terme. Mais il n'est pas adapté quand il s'agit de mesurer les résultats économiques à long terme. En effet, il ne nous dit rien de la façon dont nos décisions accroissent ou diminuent les actifs économiques, en particulier le patrimoine naturel.

Nous devrions lui substituer une mesure tenant compte de la valeur de tous les stocks de capital : capital produit (routes, bâtiments, ports, machines), capital humain (compétences, connaissances) et capital naturel. Nous

pourrions ainsi mesurer la « richesse inclusive ». Reflétant les trois types de capital, la richesse inclusive montre l'intérêt d'investir dans les actifs naturels, ainsi que les arbitrages et interactions entre les investissements dans différents actifs. Seul ce tableau plus complet nous permet de déterminer si un pays prospère sur le plan économique. Le « budget bien-être » de la Nouvelle-Zélande et l'utilisation du « produit écosystémique brut » en Chine que nous examinons dans la revue illustrent les mesures qui sont prises en vue de dresser ce tableau plus complet.

Ainsi, les recettes d'exportation tirées des ressources naturelles (par exemple les produits primaires dans les régions tropicales) ne saisissent pas les coûts sociaux liés à leur disparition de l'environnement ; autrement dit, le commerce de ces produits ne tient pas compte des incidences que leur extraction aura dans l'écosystème dont ils proviennent, ni des conséquences à long terme qu'elle entraînera pour les populations riveraines. Il y a donc un transfert de richesse des pays exportateurs de produits primaires vers les pays importateurs. Comble de l'ironie, l'essor du commerce international pourrait avoir contribué à un transfert de richesse massif des pays pauvres vers les pays riches sans que cela n'apparaisse dans les statistiques officielles.

Prendre en compte le patrimoine naturel n'est évidemment pas suffisant. Nous devons investir dans la nature, et il faut donc que notre système financier canalise les investissements publics et privés vers les activités économiques qui accroissent nos réserves de ressources naturelles et encouragent une consommation et une production durables. Investir peut aussi simplement consister à attendre : laissée à elle-même, la nature croît et se régénère.

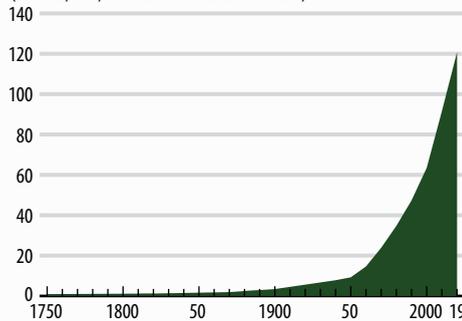
### **Défaillance des institutions**

C'est là qu'intervient la troisième transition : transformer nos institutions pour faciliter le changement. Le caractère non durable de nos interactions avec la nature est intrinsèquement lié aux graves défaillances de nos institutions. Les prix du marché ne reflètent pas la valeur que la nature représente pour la société (c'est-à-dire la valeur des différents biens et services qu'elle fournit). Les mers et l'atmosphère sont des ressources en libre accès et sont victimes de la « tragédie des biens communs ». Les prix sont à ce point faussés que nous en sommes venus

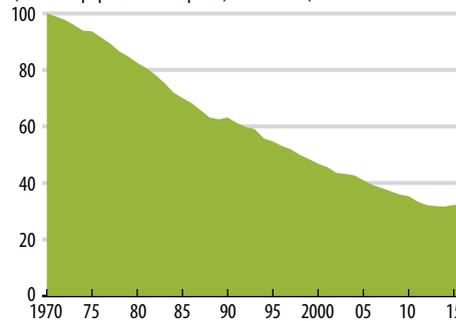
### Prosperité contre biodiversité ?

La production économique mondiale a été multipliée par 15 depuis 1950, mais la population des différentes espèces s'est réduite de 68 % en moyenne depuis 1970.

(PIB réel, PPA, milliers de milliards de dollars)



(taille des populations d'espèces, 1970 = 100)



Sources : base de données du projet Maddison, 2018 ; Our World in Data, 2020 ; Indice planète vivante du Fonds mondial pour la nature, 2020.

Note : prix de 2011. PPA = parités de pouvoir d'achat.

à investir relativement plus dans d'autres actifs, comme le capital produit, et à sous-investir dans nos actifs naturels. Et comme les parties constitutives de la nature sont souvent mobiles, invisibles ou silencieuses, les effets de certaines de nos actions sur nous-mêmes ou sur les autres, y compris nos descendants, sont difficiles à tracer, et il n'en est pas tenu compte, ce qui entraîne des externalités à grande échelle.

Exacerbant ces distorsions, presque tous les États paient mieux ceux qui exploitent la nature que ceux qui la protègent. D'après une estimation prudente, le coût mondial des subventions préjudiciables à la nature serait au total d'environ 4 000 à 6 000 milliards de dollars par an.

Un environnement naturel prospère, sous-tendu par une biodiversité abondante, est notre ultime filet de sécurité. Tout comme la diversité dans un portefeuille d'actifs financiers diminue le risque et l'incertitude, la diversité dans un portefeuille d'actifs naturels (biodiversité) rend directement et indirectement la nature plus résiliente aux chocs, réduisant les risques pour les services dont nous avons besoin.

Il faut un soutien bien plus large à l'échelle mondiale pour que les institutions financières appréhendent mieux les risques financiers liés à la nature et y soient sensibilisées. Les banques centrales et les autorités de surveillance financière peuvent jouer ce rôle en évaluant la portée systémique des risques. Au cœur du dispositif de sécurité financière, le FMI peut aussi être déterminant en évaluant et en gérant ces risques naturels, dans

le cadre de son mandat de surveillance et d'assistance financière et technique.

### Prochaines étapes

Le message véhiculé par la pandémie nous a donné une conscience plus aigüe de la place de la nature dans nos vies, et cette année est cruciale pour imaginer une nouvelle économie et de nouveaux modes de prise de décision en matière économique et financière. Les dirigeants nationaux se retrouveront pour deux conférences, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (COP15) et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), afin de débattre des questions, intrinsèquement liées, du changement climatique et de la perte de biodiversité.

Le seul moyen de combattre cette crise de la biodiversité est d'opérer des changements en profondeur, ce qui exige un engagement durable de tous les acteurs sans exception, du simple citoyen aux institutions financières internationales comme le FMI. *The Economics of Biodiversity Review* revient sur certains grands succès remportés de par le monde et démontre que le type de changement dont nous avons besoin est possible. Nous devons retrouver l'ingéniosité qui a permis à l'humanité de tant demander à la nature, pour que s'opère la transformation qui permettra de réimaginer notre relation avec elle. Nos descendants et nous le valons bien. **FD**

**PARTHA DASGUPTA** est professeur émérite d'économie, titulaire de la chaire Frank Ramsey à l'Université de Cambridge.